

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1947-1948.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1948.

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères chargée d'examiner le Projet de loi approuvant l'Accord sur les Réparations, signé à Paris, le 14 janvier 1946.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1947-1948.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1948.

Verslag van de Commissie van Buitenlandse Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring van het Accoord betreffende de Herstelbetalingen, ondertekend te Parijs, de 14^{de} Januari 1946.

Présents : MM. GILLON, président ; CRAPS, le comte d'ASPREMONT-LYNDEN, le baron DE DORLODOT, DE LA VALLÉE POUSSIN, DE SMEDT (R.), MERTENS, TAILLARD, VAN OVERBERGH, VOS et MOREAU DE MELEN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Accord de Paris ne jouit pas d'une excellente presse en Belgique. Sans doute en est-il de même dans d'autres pays. Il est rare que la liquidation d'une faillite satisfasse les créanciers. Il est rare aussi qu'un partage donne à tous les contractants l'impression qu'ils sont équitablement remplis de leurs droits.

Convaincus de l'existence de ces réactions, nous voudrions aborder l'étude du traité sans parti pris.

Il est incontestable que plusieurs des critiques dont il est l'objet ne résistent pas à un examen sérieux. On juge trop souvent sur des données fragmentaires, sans voir l'ensemble du problème et en faisant complètement fi des réalités. Mais si tous ces éléments, généralement méconnus, permettent d'apprécier de façon plus juste le travail des négociateurs et de déterminer les limites du possible, dans lesquelles leurs efforts ont dû s'inscrire, il n'en est pas moins vrai qu'en lui-même l'Accord est très décevant.

Si, d'autre part, abandonnant le texte et profitant de l'expérience acquise à la faveur du délai qui

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Het Accoord van Parijs heeft bij de Belgische pers geen goede naam. Wellicht is dat ook het geval in andere landen. Het doet zich zelden voor dat de liquidatie van een faillissement de schuldvorderaars voldoening brengt. Evenzeer komt het zelden voor dat een verdeling al de contractanten de indruk geeft dat zij naar billijkheid krijgen waarop zij recht hebben.

Overtuigd van het bestaan van die reacties, zouden wij de studie van het verdrag zonder voorin genomenheid willen aanvatten.

Het valt niet te betwisten dat verscheidene punten van de critiek, die er op gemaakt wordt, niet bestand zijn tegen een ernstig onderzoek. Al te dikwijls wordt over onvolledige gegevens geoordeeld, zonder het geheel van het vraagstuk te bekijken en met volkomen veronachtzaming van de werkelijkheid. Doch, al maken die over het algemeen miskende factoren het mogelijk billijkerwijze het werk van de onderhandelaars te waarderen en de perken van het mogelijke te bepalen, waarbinnen hun inspanning moest blijven, is het niettemin waar, dat het Accoord op zichzelf zeer teleurstellend is.

Wanneer men anderzijds de tekst ter zijde laat en gebruik makend van de dank zij de tijd die sedert

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

172 (Session extraordinaire de 1946) : Projet de loi ;
98 (Session de 1946-1947) : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :

23 et 29 janvier 1947.

Zie :

Gedr. Stukken van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

172 (Buitengewone zitting 1946) : Wetsontwerp ;
98 (Zitting 1946-1947) : Verslag.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

23 en 29 Januari 1947.

s'est écoulé depuis sa signature, nous en étudions le rendement actuel et celui qu'on peut en espérer, il faut convenir que l'enthousiasme est encore moins de mise.

* *

L'Accord a été signé le 14 janvier 1946, sous réserve de l'approbation parlementaire.

Le projet de loi fut déposé le 6 août 1946 sur le Bureau de la Chambre, qui le vota à l'unanimité moins une voix, le 29 janvier 1947. Votre Commission en a été saisie au cours de sa réunion du 2 décembre dernier.

* *

L'Accord a un triple objet :

— répartir entre les 18 signataires, les biens allemands déclarés disponibles, à titre de réparations;

— créer à cette fin une agence interalliée;

— organiser la restitution de l'or monétaire.

Nous nous étendrons surtout sur le premier, qui est le plus important.

* *

I. — RÉTROACTES.

Lorsqu'en novembre et décembre 1945, la Conférence de Paris élabora ce texte, le problème des Réparations n'était déjà plus entier. Par les Accords de Yalta et de Potsdam, les Gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. l'avaient abordé quelques mois plus tôt et, dans une large mesure, réglé. C'est un fait dont il faut se souvenir, si l'on veut juger équitablement les négociations.

A Yalta, il avait en effet été décidé que les réparations se feraient le plus possible en nature. On abandonnait donc le système du paiement en espèces, appliqué après la guerre précédente, et qui était de nature à provoquer une intensification de la production germanique.

D'autre part, les trois Puissances avaient convenu de ne pas répartir les réparations d'après les seuls dommages matériels. Celles-ci devaient « bénéficier en premier-lieu aux pays qui avaient porté le poids principal de la guerre, subi les pertes les plus lourdes et organisé la victoire sur l'ennemi ».

C'est le critère qui devait servir à la répartition.

A Potsdam, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. précisèrent leurs conceptions.

de ondertekening verlopen is opgedane ervaring, wij de tegenwoordige rendering ervan en de rendering die men er van mag verwachten, bestudeert, dan moet worden toegegeven dat geestdrift nog minder pas geeft.

* *

Het Accoord werd getekend op 14 Januari 1946 onder voorbehoud van goedkeuring door het Parlement.

Het wetsontwerp werd op 6 Augustus 1946 bij de Kamer ingediend, die het met algemene stemmen min één goedkeurde op 29 Januari 1947. Het werd bij uw Commissie ingediend in de loop van haar vergadering van 2 December j.l.

* *

Het Accoord beoogt drieërlei doel :

— onder de 18 landen, die het getekend hebben, de uit hoofde van herstelbetalingen beschikbaar verklaarde Duitse goederen verdelen;

— te dien einde een intergeallieerd agentschap op te richten;

— de teruggaaf van het gemunt goud organiseren.

Wij zullen vooral uitwijden over het eerste punt, dat het belangrijkste is.

* *

I. — WAT VOORAFGING.

Toen in November en December 1945 de Conferentie te Parijs die tekst opmaakte, bestond het vraagstuk van de Herstelbetalingen niet meer in zijn geheel. Door de Accorden te Yalta en te Potsdam, hadden de Regeringen van de Verenigde Staten, van Groot-Brittannië, van de U.S.S.R., het reeds enkele maanden te voren aangevat en in ruime mate geregeld. Dit is een feit dat men zich moet herinneren indien men de onderhandelingen naar billijkheid wil beoordelen.

Te Yalta werd inderdaad besloten dat de herstelbetalingen zoveel mogelijk in natura zouden geschieden. Men zag dus af van het stelsel van betaling in specie, na de vorige oorlog toegepast, en dat van zulke aard was dat het een opleving van de Germaanse productie teweegbracht.

Anderzijds waren de drie Mogendheden overeengekomen de herstelbetalingen niet enkel volgens de stoffelijke schade om te delen. Die herstelbetalingen moesten in de eerste plaats ten goede komen aan de landen, die de zwaarste last van de oorlog gedragen, de zwaarste verliezen geleden en de zegepraal op de vijand geordend hadden.

Dit is de maatstaf, die aan de verdeling moest ten gronde liggen.

Te Potsdam hebben de Vereenigde Staten, Groot-Brittannië en de U.S.S.R. hun opvattingen nader omschreven.

Dans le dessein non seulement de faire réparer par l'Allemagne les dommages qu'elle avait causés, mais aussi de la désarmer et de détruire sa puissance économique, ils prévirent l'abaissement de son standing de vie.

Seules devaient lui rester les industries indispensables. Le surplus était à démanteler au profit des pays créanciers.

La mesure, sage pour les usines de guerre, apparaît moins fondée pour les autres industries, au point de vue du rendement, des réparations, étant donné la dépréciation considérable dont le démontage, le transport et le remontage allaient affecter le matériel.

Une limite générale, dont on aperçoit tout de suite l'importance, était d'ailleurs imposée aux prélèvements : le paiement des réparations devait laisser au peuple allemand des ressources suffisantes pour lui permettre de subsister sans assistance extérieure.

Ceci nécessitait l'établissement d'un plan de l'économie allemande. Comment allait-on fixer son niveau ?

Le choix serait forcément arbitraire. Certains économistes considéraient même pareille manipulation comme dangereuse.

Quoi qu'il en soit, nos réparations allaient en définitive dépendre d'une appréciation, sujette aux influences non seulement de la conjoncture, mais aussi de causes politiques.

En veut-on la preuve ? Le premier plan du début de 1946 fixait le standing de vie allemand de temps de paix à 55 % de celui de 1938, ce qui équivalait à 70 ou 75 % de celui de 1936.

Mais le dernier plan appliqué à la bizonie anglo-américaine, le fixe à 100 % de celui de 1936.

On s'explique d'ailleurs ce changement. Les pays qui ont la responsabilité du ravitaillement d'une zone d'occupation, tâchent de réduire le plus possible cette charge. En permettant des prélèvements importants sur les biens industriels, on diminue la capacité exportatrice allemande, ce qui aboutit en fin de compte à faire solder les réparations par les propres contribuables des Puissances occupantes.

Mais, pour nous, dont on a fixé ainsi le mode de réparation, cela diminue d'autant nos droits. Seuls entreront, en effet, dans la masse à partager, les biens déclarés disponibles par les autorités de contrôle, de l'accord des commandants de Zone.

Sans doute, les Puissances occupantes n'ont-elles pas d'intérêt direct à empêcher que ne se remplisse la caisse commune, puisqu'elles profitent des répartitions. Mais, pour peu qu'elles doivent financer les importations indispensables à la subsistance de l'Allemagne, elles auront tendance à ne pas permettre de prélèvements.

Met het doel niet alleen door Duitsland de schade te doen herstellen dat het veroorzaakt had, maar ook het te ontwapenen en zijn economische macht te vernietigen, voorzagen zij het naar omlaag brengen van zijn levensstandaard.

Alleen de onontbeerlijke nijverheidstakken mocht het behouden. Het overige moest ontmanteld worden ten bate van de crediteurlanden.

De wat de oorlogsfabrieken betreft wijze maatregel, blijkt minder gegrond voor de andere bedrijven, uit oogpunt van de opbrengst der herstelbetalingen, gelet op de aanzienlijke waardevermindering tengevolge van afmonteren, vervoer, hermonteren van het materieel.

Een algemene grens waarvan men onmiddellijk het belang inzien zal, werd trouwens voor de weghalingen opgelegd : de betaling der schadeloosstelling moest aan het Duitse volk voldoende middelen overlaten om het in staat te stellen zonder hulp van buitenuit voort te leven.

Dit maakte het aanleggen van een plan van de Duitse economie nodig. Hoe zou men het peil daarvan vaststellen ?

De keuze zou onvermijdelijk willekeurig zijn. Sommige economen beschouwden een dergelijke behandeling zelfs als gevaarlijk.

Wat er ook van zij, onze herstelbetalingen gingen per slot van rekening afhankelijk zijn van een schatting, die niet alleen aan de invloed van de conjunctuur onderhevig was, doch ook in verband stond met politieke oorzaken.

Wil men daarvan het bewijs ? Het eerste plan aanvang 1946 stelde de Duitse levensstandaard in vredetijd vast op 55 % van die in 1938, hetgeen gelijkstaat met 70 of 75 % van die in 1936.

Maar het laatste op de Engels-Amerikaanse bizonie toegepaste plan stelt het vast op 100 % van die van 1936.

Men kan zich die verandering trouwens verklaren. De landen op wie de verantwoordelijkheid voor de voedselvoorziening van een bezet gebied rust, trachten die last zoveel mogelijk te verminderen. Door belangrijke afnemingen op de industriële goederen toe te laten vermindert men de Duitse exportcapaciteit, hetgeen er per slot van rekening op neerkomt, de herstelbetalingen door de eigen belastingplichtingen van de bezettende mogendheden te doen betalen.

Maar, voor ons, van wie men aldus de wijze van herstel vastgesteld heeft, vermindert zulks met zoveel onze rechten. Zullen inderdaad alleen in de te verdelen boedel treden, de in overleg met de bevelhebbers van de zone door de controleoverheden beschikbaar verklaarde goederen.

Ongetwijfeld, de bezettende Mogendheden hebben er geen onmiddellijk belang bij te beletten dat de gemeenschappelijke kas zou gevuld worden, vermits zij uit de verdelingen baat halen. Maar indien zij maar iets of wat de onontbeerlijke invoer, om Duitsland in het leven te houden, moeten financieren, zullen zij geneigd zijn geen opnemingen te dulden.

Enfin, l'Accord de Potsdam fit les parts :

L'U.R.S.S. pouvait prélever dans sa zone d'occupation ses propres réparations et celles de la Pologne, les autres pays alliés recevant les biens disponibles dans les zones occidentales. Mais la Russie avait droit en outre à 25 % de l'équipement industriel qui serait prélevé dans ces zones, à charge de fournir, en échange, des produits alimentaires, des engrais et du charbon notamment, d'une valeur égale aux trois-cinquièmes de cet équipement.

Les uns et les autres bénéficiaient en outre d'avoirs allemands à l'étranger.

* *

II. — C'est sur ces données et dans ce cadre que les pays invités à la Conférence de Paris par les trois Puissances occupantes de l'Allemagne Occidentale, ont dû délibérer.

Dès lors, leur mission ne pouvait plus consister qu'à répartir ce qu'on voudrait bien leur offrir et à fixer des quotes-parts. C'est l'objet essentiel du traité.

Encore cette répartition devait-elle s'inspirer des critères établis à Yalta : notamment l'effort de guerre ayant permis d'obtenir la victoire.

Mieux, l'application de ces critères à chacun des pays, était réservée aux trois Puissances invitantes.

Voici comment celles-ci procédèrent : elles remirent un questionnaire aux différents Gouvernements, leur demandant d'énumérer et d'évaluer leurs dommages matériels, dépenses budgétaires de guerre, années-ouvriers imputables à l'effort de guerre, pertes en vies humaines, coût de l'occupation allemande, pertes en années-ouvriers dues aux déportations et au travail forcé en territoire occupé. On avait un mois pour répondre.

Lorsque les mémoires furent reçus et la Conférence réunie, les Puissances invitantes appliquèrent un coefficient d'importance à chacune de ces espèces de dommages, et, appréciant les réponses faites, fixèrent les quotas.

Le Président, Monsieur Rueff, premier Délégué de la France parla, le 13 décembre 1945, quelques jours avant la clôture des travaux, des difficultés qu'elles avaient eues à établir un projet de répartition :

« Messieurs, dit-il, je vous demande de comprendre qu'il a constitué, pour ceux qui se considéraient comme investis de la mission de l'élaborer, le plus redoutable des cas de conscience...

» Ce sont ces sacrifices, ce sont ces souffrances, qu'il nous fallait faire entrer dans le cadre d'une abstraite arithmétique, indifférente à la masse des douleurs humaines dont elle allait être chargée.

» La difficulté fondamentale en cette matière, ce n'était pas d'être des juges équitables, c'était de découvrir les principes d'équité susceptibles de fonder nos propositions.

Tenslotte, verleende de overeenkomst van Potsdam elk zijn deel :

De U.S.S.R. mocht in haar bezettingszone haar eigen schadeloosstelling en die van Polen nemen. De andere geallieerde landen kregen de in de westelijke zones beschikbare goederen. Maar Rusland had buitendien recht op 25 % van de industriële uitrusting, die in bedoelde zones zou genomen worden, op last, in ruil daarvoor levensmiddelen, meststoffen en kolen te leveren tot een waarde gelijk aan drie derde van die uitrusting.

De enen en de anderen kregen buitendien de Duitse vermogens in het buitenland.

* *

II. — Het is op die gegevens en in dat kader dat de op de Parijse conferentie uitgenodigde landen door de drie West-Duitsland bezettende mogendheden, hebben moeten beraadslagen en beslissen.

Bijgevolg kon hun opdracht nog enkel bestaan in het verdelen van hetgeen men hun wel wilde aanbieden en tot het vaststellen van quota. Dit is het hoofddoel van het verdrag.

Dan nog moest men zich bij deze verdeling laten leiden door de te Yalta vastgestelde criteria : nl. de oorlogsinspanning die het mogelijk gemaakt had de zege te behalen.

Beter nog, de toepassing van die criteria op elk der landen was de drie uitnodigende mogendheden voorbehouden.

Ziehier hoe deze te werk gingen : zij gaven aan de verschillende regeringen een vragenlijst af, en verzochten ze hun materiële schade, begrotingsuitgaven voor de oorlog, op de oorlogsinspanning aan te rekenen arbeider-jaren, verliezen aan mensenlevens, kosten van de Duitse bezetting, verlies aan arbeider-jaren te wijten aan de wegvoeringen en aan de gedwongen arbeid in bezet gebied, op te noemen en te schatten. Men had een maand om te antwoorden.

Toen de memories ingekomen waren en de Conferentie vergaderd was, pasten de uitnodigende Mogendheden een belangrijke coëfficiënt toe op elke soort van schade en stelden, na uitspraak over de gegeven antwoorden, de quota vast.

De Voorzitter, de h. Rueff, eerste Afgevaardigde van Frankrijk, sprak op 13 December 1945, enige dagen vóór het beëindigen der werkzaamheden, over de moeilijkheden welke zij bij het opmaken van een verdelingsontwerp ondervonden hadden.

« Mijne Heren, zegde hij, ik vraag U te willen inzien hoezeer het opmaken van het verdelingsontwerp, voor degenen die zich met die opdracht belast achtten, een ware gewetenskwestie is geweest.

» Het zijn die offers, het zijn die smarten, die wij moesten opnemen in het raam van een abstracte rekenkunde, welke ongevoelig was voor het menselijk lijden waarmee zij zou bezwaard worden.

» De grootste moeilijkheid ten deze bestond er niet in een billijk rechter te zijn, maar billijke beginselen te vinden waarop wij onze voorstellen konden gronden.

» Dans l'immense forêt des faits qui nous étaient soumis les repères étaient rares. Nous n'avons guère trouvé qu'un principe formulé à Yalta...

» Les chiffres qui vous sont aujourd'hui présentés essayent de tenir compte d'une façon compréhensive de tous les facteurs qui se trouvaient devant nous : ceux que contenaient les mémoires rédigés par les diverses délégations, comme ceux qui ont été éloquentement commentés par elles au cours de la discussion générale et dans les débats ultérieurs. »

Ce sont donc les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui déterminèrent les quotes-parts, en se fondant sur les mémoires et sur les éléments développés au cours des débats.

Les quotas sont de deux espèces, parce que les biens de réparation sont classés en deux catégories et que certaines Nations avaient surtout besoin de biens d'une de ces catégories. Il était intéressant, en effet, que les pays ex-occupés puissent recevoir des biens d'équipement industriel.

Voici les différentes catégories :

Catégorie B.

Outillage industriel et autres biens d'équipement en capital (art. 1.A. et art. 4).

Navires marchands et bateaux de navigation intérieure (art. 1.A. et art. 5).

Catégorie A.

Toutes les autres formes de réparation, c'est-à-dire :

-- les avoirs allemands se trouvant à l'étranger, dans les pays alliés signataires, ou les pays neutres (art. 6);

-- la production courante et les stocks, dans la mesure où ils ne seraient pas nécessaires au paiement des importations indispensables à l'Allemagne. (Accord de Potsdam, art. III, 19.)

-- le butin de guerre, approvisionnements et matériel (art. 7 de l'Accord de Paris).

-- les brevets, droits d'auteur, etc...

-- les contre-prestations soviétiques (Accord de Potsdam, art. IV, 4 et 6).

Pour être pertinente, toute critique de l'Accord de Paris ne peut en somme que s'en prendre à la répartition qui est le véritable objet de la Convention, -- le reste ayant été ou devant être réglé en dehors de lui, ou en l'absence de nos négociateurs.

Rappelons les quotas de la Belgique et de ses voisins. C'est entre ceux-ci que la comparaison sera la moins malaisée :

	<i>Cat. A.</i>	<i>Cat. B.</i>
Belgique	2,70	4,50
France	16,00	22,80
Pays-Bas	3,90	5,60

» In de onmetelijke massa feiten, die ons werden voorgelegd, waren de richtpunten schaars. Wij hebben niets anders gevonden dan een te Yalta uitgebracht principe.

» De cijfers die U vandaag worden voorgelegd, pogen begrip te tonen voor alle factoren waarmee wij te doen hebben gehad : zowel die vervat in de memories van de verschillende afvaardigingen, als die welke zij tijdens de algemene bespreking en de latere debatten breedvoerig toegelicht hebben. »

Het waren dus de Verenigde-Staten, Frankrijk en Groot-Brittannië die de aandelen bepaald hebben, op grond van de memories en van de tijdens de debatten vooropgezette gegevens.

De quota zijn van tweeërlei aard, omdat de herstelgoederen in twee categorieën ingedeeld zijn en sommige naties vooral behoefte hadden aan goederen uit één van die categorieën. Het was immers van belang, dat de vroeger bezette landen industriële uitrustingsgoederen, konden bekomen.

Ziehier de verschillende categorieën :

Categorie B.

Industriële intrusting en andere kapitaalgoederen (art. 1. A. en art. 4).

Koopvaardijschepen en binnenschepen (art. A1.. en art. 5).

Categorie A.

Alle andere vormen van herstel, d.w.z. :

-- de Duitse buitenlandse bezittingen in de toetgetreden geallieerde landen of in neutrale landen (art. 6);

-- de lopende productie en de voorraden, voor zover zij niet nodig zijn ter betaling van de voor Duitsland onmisbare invoer (Akkoord van Potsdam, art. III, 19);

-- de oorlogsbuit, voorraden en materieel (art. 7 van het Akkoord van Parijs);

-- de octrooien, auteursrechten, enz.;

-- de tegenprestaties der Sovjets (Akkoord van Potsdam, art. IV, 4 en 6).

Om doeltreffend te zijn, mag elke critiek op de overeenkomst van Parijs eigenlijk alleen de verdeling, het eerste doel van de overeenkomst, gelden -- daar het overige buiten haar of in afwezigheid van onze onderhandelaars geregeld werd of moet worden.

Wij herinneren aan de quota van België en van de buurstaten. Een vergelijking tussen die landen zal de minste moeite kosten :

	<i>Cat. A.</i>	<i>Cat. B.</i>
België	2,70	4,50
Frankrijk	16,00	22,80
Nederland	3,90	5,60

Que faut-il en penser ?

Notre quota est-il juste du point de vue absolu ? Certainement pas.

Par rapport aux autres ? Il n'est pas facile de répondre.

Nous ne disposons d'aucun élément précis permettant de contrôler les dommages des autres. Certaines indications pourraient être fournies par la comparaison du dommage total d'une part, et de la richesse ou du revenu national, d'autre part. Mais les évaluations de ces deux éléments sont elles-mêmes fort sujettes à caution.

Procédons à une comparaison rapide des demandes et des quotas obtenus :

Dans leurs mémoires respectifs, les trois pays, qui viennent d'être cités, ont déclaré des dommages chiffrables en signes monétaires, pour une somme s'élevant à environ :

pour la Belgique à 8 milliards de dollars 1938;
pour la France à 43 milliards de dollars 1938;
pour les Pays-Bas à 14 milliards de dollars 1938.

Ces chiffres ont été portés par le Comité des Statisticiens de la Conférence, d'après les tableaux qu'ils ont établis le 27 novembre 1945 :

pour la Belgique à 9,7 milliards de dollars 1938;
pour la France à 49 milliards de dollars 1938;
pour les Pays-Bas à 15 milliards de dollars 1938.

En présence de la rigueur de nos évaluations et de notre modération, notre chiffre avait donc été majoré dans une plus forte proportion que ceux des pays voisins. Tablons sur les totaux des tableaux de la Conférence, ils sont les plus précis.

Il en résulte que la France a donc demandé cinq fois plus que nous, et les Pays-Bas : 1,6.

Si, d'autre part, faisant la moyenne des deux quotas attribués à chacun des trois pays, nous procédons à la même comparaison, nous obtenons le résultat suivant : le quota moyen de la Belgique étant 3,6; celui de la France 19,4 et celui des Pays-Bas 4,75, on voit que la France a reçu un quota valant 5,3 fois celui de la Belgique et les Pays-Bas, 1,3.

Nous constatons donc que, toutes proportions gardées, la France a obtenu en somme ce qu'elle avait demandé (5,3 contre 5), tandis que la Hollande ne s'est vu attribuer que les 8/10 de son appréciation (1,3 contre 1,6).

La comparaison des méthodes employées par les différents pays pour évaluer leurs dommages a fait l'objet de longs débats. La Belgique avait recouru à des méthodes scientifiques, éliminant par exemple tous doubles emplois et elle avait fait preuve d'une grande modération. Nos délégués ont donc essayé de faire prévaloir la nécessité d'imposer la même méthode aux différents demandeurs (p.v. 8 et 39). Le Comité des Statisticiens a considéré que ce travail serait difficile à mener et allongerait considérablement la durée de la Conférence (p.v. 32). Finalement, devant l'attitude énergique de nos

Wat moet hiervan worden gedacht ?

Is ons quotum, absoluut gezien, rechtvaardig ? Zeker niet.

Vergeleken met de andere ? Hierop antwoorden valt moeilijk.

Wij beschikken over geen enkel nauwkeurig gegeven om de schade der anderen na te gaan. Sommige aanwijzingen zouden kunnen verstrekt worden door het vergelijken van de totale schade met het nationaal vermogen of inkomen. Maar de schatting van die twee gegevens is zelf niet zeer betrouwbaar.

Laten wij snel de aangevraagde en toegekende quota vergelijken :

In hun onderscheidenlijke memories hebben de drie genoemde landen een in munt berekenbare schade aangegeven, ten belope van een som van nagenoeg :

voor België : 8 milliard dollar 1938;
voor Frankrijk : 43 milliard dollar 1938;
voor Nederland : 14 milliard dollar 1938.

Die cijfers werden door het Comité der Statistici van de Conferentie, volgens de door hen op 27 November 1945 opgemaakte tabel, gebracht :

voor België op 9,7 milliard dollar 1938;
voor Frankrijk op 49 milliard dollar 1938;
voor Nederland op 15 milliard dollar 1938.

Ten overstaan van onze strenge schattingen en onze gematigdheid, werd ons bedrag dus meer verhoogd dan voor de naburige landen. Wij steunen op de totalen van de tabellen der Conferentie; deze zijn de nauwkeurigste.

Zij tonen aan, dat Frankrijk vijf maal en Nederland 1,6 maal meer dan wij hadden gevraagd.

Wanneer wij daarnaast dezelfde vergelijking maken ten aanzien van het gemiddelde van beide quota, die aan elk der drie landen zijn toegewezen, komen wij tot het volgende : het gemiddelde quotum van België is 3,6; dat van Frankrijk 19,4 en dat van Nederland 4,75; men merkt op dat Frankrijk een quotum heeft gekregen dat 5,3 maal hoger is dan dat van België, en Nederland een dat 1,3 maal meer bedraagt.

Er blijkt dus, dat, naar verhouding, Frankrijk feitelijk bekomen heeft wat het had gevraagd (5,3 tegenover 5), terwijl Nederland slechts 8/10^e van zijn schatting heeft verkregen (1,3 tegenover 1,6).

De vergelijking van de methodes, welke de verschillende landen voor de raming van hun schade hebben toegepast, heeft langdurige debatten doen ontstaan. België heeft wetenschappelijke werkwijzen toegepast, onder weglating bvb. van alle dubbele posten, en het heeft blij gegeven van een grote bescheidenheid. Onze afgevaardigden hebben dus getracht aan te tonen dat het noodzakelijk was dezelfde methode aan de verschillende aanvragers op te leggen (p.v. 8 et 39). Het Comité der Statistici heeft geoordeeld, dat dit werk moeilijk uit te voeren zou zijn en dat het de Conferentie

délégués, les puissances invitantes, à la suite de certains désistements en catégorie *B*, notamment du Canada, des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud, ont accordé des majorations de quotas aux pays qui paraissaient le mériter davantage ou qui avaient recouru à des méthodes d'estimation très rigoureuses.

De la comparaison des premiers quotas (doc. 56) et de ceux qui ont été finalement accordés, il résulte :

1. — Que trois pays reçoivent proportionnellement beaucoup plus qu'ils n'avaient précédemment obtenu : ce sont : l'Albanie, l'Egypte et le Luxembourg, mais ces pays ne s'étaient vu attribuer que de tous petits quotas, de l'ordre du dixième d'unité. De plus, l'Albanie a profité d'abandons spécialement faits en sa faveur, de même le Luxembourg, à qui la Belgique a ristourné une partie de la majoration dont elle a bénéficié.

2. — Deux pays ont reçu une majoration moyenne : le Danemark et la Nouvelle-Zélande. Mais il s'agissait encore de tout petits quotas.

3. — Enfin, deux pays qui avaient reçu des quotas plus importants, dépassant 3 unités, ont obtenu une majoration moyenne : ce sont la Grèce et la Belgique, qui passent, en catégorie *B*., la première de 3,7 à 4,35 et la seconde de 3,7 à 4,5.

On peut donc considérer qu'en fixant notre quota définitif, les grandes puissances ont, dans une certaine mesure, tenu compte de la rigueur de nos évaluations. Nos négociateurs ont, en tous cas, fait ce qu'ils pouvaient. Dans l'état de choses existant à Paris, il ne paraît pas qu'il fût possible d'obtenir davantage.

Il n'empêche qu'on garde de cette étude le sentiment que notre modération s'est retournée contre nous, — comme l'avait dit un de nos délégués avant la majoration de notre quota.

Faut-il la regretter ? Non pas. La correction est toujours un bien. On ne voit pas pourquoi elle perdrait de son caractère impératif en pénétrant dans le domaine des relations internationales.

Nos négociateurs ont tâché d'obtenir plus de rigueur dans l'évaluation des dommages de tous les pays. Ils n'y ont pas réussi. On leur a accordé en contre-partie une certaine majoration de notre quote-part.

Mais il reste que la comparaison des demandes présentées et qui ont été un des éléments d'appréciation des puissances invitantes, laisse, malgré tout, apparaître de telles différences que la compensation obtenue s'avère insuffisante et que le Gouvernement pourra utilement les rappeler lors des négociations relatives à toutes autres réparations.

aanzienlijk zou verlengen (p.v. 32). Ten slotte, vóór de vastberaden houding van onze afgevaardigden, hebben de uitnodigende mogendheden, in gevolge sommige afstanden in categorie *B*, onder meer vanwege Canada, de Verenigde Staten en Zuid-Afrika, quotaverhogingen toegestaan aan de landen, die zulks het meest schenen te verdienen of die zeer strenge schattingsmethoden hadden gevolgd.

Uit de vergelijking van de eerste quota (doc. 56) met die welke uiteindelijk werden toegewezen blijkt :

1. — Dat drie landen naar verhouding veel meer dan vroeger bekomen, het zijn : Albanië, Egypte en Luxemburg, maar deze landen hadden slechts zeer geringe quota verkregen, nl. van $1/10^e$ tot $9/10^e$ van de eenheid. Bovendien heeft Albanië baat gehad bijspeciaal voor dat land gedane afstanden, zo ook Luxemburg waaraan België een gedeelte vande bekomen verhoging heeft overgelaten.

2. — Twee landen hebben een gemiddelde verhoging gekregen. Denemarken en Nieuw-Zeeland. Maar het waren nog zeer geringe aandelen.

3. — Ten slotte hebben twee landen, aan wie belangrijke aandelen van meer dan drie eenheden toegewezen waren, een gemiddelde verhoging bekomen : het zijn Griekenland en België, die, in categorie *B*, het eerste van 3,7 tot 4,35 en het tweede van 3,7 tot 4,5 stijgen.

Men mag dus aannemen, dat de grote mogendheden, bij het vaststellen van ons definitief aandeel, tot op zekere hoogte rekening gehouden hebben met de strenge afstelling van onze schattingen. Onze onderhandelaars hebben alleszins gedaan wat zij konden. Zoals de zaken te Parijs stonden, schijnt het niet mogelijk te zijn geweest meer te bekomen.

Dit neemt niet weg, dat na deze studie het gevoelen blijft bestaan, dat onze bescheidenheid in ons nadeel is uitgevallen, — zoals een onzer afgevaardigden het vóór de verhoging van ons quotum heeft gezegd.

Moet zulks betreurd worden ? Neen. Correctheid is steeds goed. Men ziet niet in, waarom die deugd haar dwingend karakter zou verliezen op het gebied der internationale betrekkingen.

Onze onderhandelaars hebben getracht ter zake van de schaderaming van alle landen meer strengheid te bekomen. Het is hun niet gelukt. Als tegemoetkoming werd hun een verhoging van ons aandeel toegestaan.

Het blijft echter waar, dat de vergelijking van de voorgelegde aanvragen, die een der maatstaven voor de uitnodigende mogendheden zijn geweest, toch zulke verschillen oplevert, dat de bekomen compensatie onvoldoende is, en dat de Regering bij de onderhandelingen betreffende alle andere herstelvergoedingen hieraan zal kunnen herinneren.

III. — DIFFERENTES REPARATIONS.

BIENS B.

1. — *Equipement industriel.*

Toute une procédure d'attribution est prévue. Le Conseil de contrôle allié doit d'abord déclarer le matériel disponible et envoyer les inventaires à l'Agence Interalliée des Réparations, dite I.A.R.A. Celle-ci les communique aux pays membres. En Belgique, le Gouvernement provoque les offres des industriels, organise des visites en Allemagne et présente finalement une demande.

Ayant reçu les réponses des différents pays, l'I.A.R.A. répartit les biens entre eux. En cas de concurrence, il y a arbitrage.

Lorsque les biens ne font l'objet d'aucune demande, ils sont liquidés à 50 % de leur valeur résiduelle et parfois même en dessous de ce taux.

Si nous nous en tenons aux zones occidentales, d'où nous pouvons recevoir nos réparations, nous constatons que, suivant le nouveau plan, la liste des biens industriels déclarés disponibles est clôturée.

Plus rien n'est à espérer au delà de celle-ci. Il y aura 682 usines à partager en tout et 176 dans la zone française. Ce résultat est de loin inférieur à toutes les prévisions les plus pessimistes. Rappelons que pour la zone britannique seule, le nouveau plan prévoit le démantèlement de 496 usines seulement sur 50.000 existantes. (Déclaration du Gouverneur Militaire de la zone britannique.)

Cet outillage ainsi transporté a-t-il au moins quelque valeur ? Il semble qu'en présence des difficultés de se procurer de nouvelles machines, il constitue un appoint intéressant. Mais il est évidemment trop mince.

Remarquons enfin que la majorité des usines démantelées sont des usines de guerre. Sur 249 usines actuellement attribuées à l'I.A.R.A., il y a 131 usines de guerre.

La Belgique s'est vu attribuer jusqu'à présent du matériel industriel pour 10.200.000 R.M. ou environ 200 millions de francs belges d'aujourd'hui. Cela représente 3,35 % des attributions totales. Comme nous avons droit à 4,50 %, nous sommes largement créanciers.

Tout ce matériel n'est pas encore entièrement entré en Belgique. Nos chiffres ne concernent que des attributions.

D'autre part, on peut encore espérer, d'après les indications puisées dans les sphères compétentes, des fournitures d'une valeur de 400 millions de francs belges. Il est en effet possible de faire des prévisions, étant donné que l'on connaît maintenant la liste complète des usines qui seront prélevées à titre de réparations.

III. — VERSCHILLENDE
HERSTELVERGOEDINGEN.

GOEDEREN B.

1. — *Nijverheidsuitrusting.*

Hiervoor is voor de toekenning een hele procedure ontworpen. De Geallieerde contrôleraad moet eerst het materieel beschikbaar verklaren en de inventarissen zenden aan het intergeallieerd agentschap voor de herstelbetalingen, het zogenoemde I.A.R.A. Dit organisme deelt die mede aan de deelnemende landen. In België lukt de Regering de aanbiedingen van de industriëlen uit, regelt de bezoeken in Duitsland en legt eindelijk een aanvraag voor.

Wanneer het antwoord van de verschillende landen ingekomen is, verdeelt het I.A.R.A. de goederen. Zijn er gelijkluidende aanvragen, dan heeft er arbitrage plaats.

Is er naar sommige goederen geen vraag, dan worden zij van de hand gedaan voor 50 % en soms nog minder van hun resterende waarde.

Wanneer wij ons houden aan de Westelijke zones, van waaruit onze herstelvergoedingen kunnen komen, zien wij, dat, volgens het nieuwe plan, de lijst der beschikbaar verklaarde industriële goederen afgesloten is.

Meer is er niet te verwachten. Er zullen in het geheel 682 fabrieken verdeeld worden en 176 in de Franse zone. Dit resultaat blijft veruit beneden de slechtste verwachtingen. Wij herinneren er aan, dat het nieuwe plan voor de Britse zone de ontmanteling van slechts 496 fabrieken van de 50.000 bestaande voorziet (verklaring van de Militaire Gouverneur van de Britse zone).

Zal de aldus vervoerde uitrusting ten minste enige waarde hebben ? Wegens de moeilijkheden bij het aanschaffen van nieuwe machines, schijnt ze goed te pas te zullen komen. Maar ze is klaarblijkelijk onvoldoende.

Ten slotte zij opgemerkt dat het merendeel der ontmantelde fabrieken tot de oorlogsindustrie behoren. Onder de 249 fabrieken die thans aan het I.A.R.A. toegewezen zijn, zijn er 131 oorlogsfabrieken.

Aan België werd tot nog toe voor 10.200.000 R.M. of ongeveer 200 miljoen hedendaagse Belgische frank bedrijfsmaterieel toegekend. Dit maakt 3,35 % van de totale toewijzingen. Vermits wij recht hebben op 4,50 %, hebben wij nog veel te goed.

Al dat materieel is nog niet in België. Onze cijfers duiden slechts op de toewijzingen.

Anderzijds is er, volgens gegevens uit bevoegde kringen, nog hoop op leveringen voor een waarde van 400 miljoen Belgische francs. Een raming is inderdaad mogelijk, daar de volledige lijst van de tot herstelvergoeding bestemde fabrieken thans bekend is.

2. — *Navires marchands.*

La Belgique a obtenu en 1946 et 1947 des navires pour une somme totale de 2.362.123 R.M. ce qui représente environ 45 millions de francs belges actuels.

En fait de bateaux de navigation intérieure, il n'y a rien à espérer, car les Alliés considèrent que ceux-ci sont nécessaires à l'économie allemande.

3. — *Droits de propriété industrielle.*

On admet que les brevets et procédés techniques allemands font partie de la masse des réparations. Mais, comme cet actif est difficilement monnayable, les décisions suivantes ont été prises à leur sujet :

a) Ils sont mis à la disposition des ressortissants de tous les Etats membres de l'I.A.R.A.

Les Puissances occupantes ont recueilli une importante documentation sur ces brevets et la mettent à la disposition de tous les membres moyennant une très légère redevance. On peut, par exemple, obtenir des photocopies;

b) Quand un brevet ou procédé technique était appliqué dans une usine, qui fut ensuite attribuée à titre de réparation, l'Etat attributaire n'en a pas l'exclusivité, mais il reçoit les dessins et documents qui y sont relatifs. Tout membre peut cependant en obtenir communication;

c) Enfin, en ce qui concerne les brevets allemands pris dans les territoires des membres de l'I.A.R.A. une Conférence tenue à Londres en juillet 1946 a décidé qu'ils seraient mis à la disposition des ressortissants des autres pays membres.

Remarquons qu'en cette matière, les pays non-occupés bénéficient d'un sérieux handicap, étant donné qu'ils ont appliqué les brevets allemands dès le début de la guerre.

BIENS A.

1. *Avoirs allemands à l'étranger.*

L'Allemagne ou ses ressortissants possédaient des biens à l'étranger. Ils constituent une des formes de réparations. Chacun des pays signataires a dû en faire la déclaration. En vertu de l'Accord, il doit les retenir et les imputer sur sa créance (art. 6, A).

Remarquons que l'I.A.R.A. est à même de contrôler dans une certaine mesure les déclarations faites par les différents pays, étant donné qu'en vertu d'ordonnances des autorités d'occupation, les Allemands ont été obligés de déclarer leurs avoirs à l'étranger. L'I.A.R.A. reçoit communication de ces renseignements et un de ses services procède au contrôle.

En ce qui nous concerne, il s'agit donc de biens allemands situés en Belgique, et que nous allons retenir et imputer sur notre créance.

2. — *Koopvaardijschepen.*

België ontving in 1946 en 1947 een aantal schepen ter waarde van 2.362.123 R.M. d.i. nagenoeg 45 miljoen Belgische frank.

Van binnenschepen valt er niets te verwachten, want de geallieerden achten deze onmisbaar voor de Duitse economie.

3. — *Industriële eigendomsrechten.*

Er wordt aangenomen, dat de Duitse octrooien en technische werkwijzen tot de herstelvergoedingen behoren. Daar deze activa echter moeilijk in munt te berekenen zijn, werd hieromtrent het volgende beslist :

a) Zij worden ter beschikking gesteld van de onderhorigen der bij het I.A.R.A. aangesloten landen.

De bezettende Mogendheden hebben een belangrijke documentatie over die octrooien verzameld en stellen ze ter beschikking van alle leden tegen een zeer geringe retributie. Er zijn b.v. fotocopieën verkrijgbaar;

b) Werd er een octrooi of werkwijze toegepast in een fabriek, die naderhand als herstelbetaling wordt toegewezen, dan heeft de begunstigde Staat het alleengebruik niet, doch ontvangt de desbetreffende tekeningen en documenten. Elk lid kan er evenwel inzage van krijgen;

c) tenslotte betreffende de Duitse octrooien in beslag genomen op de grondgebieden van de I.A.R.A.-leden heeft een te Londen in Juli 1946 gehouden conferentie beslist, dat zij ter beschikking van de onderhorigen der andere leden zouden gesteld worden.

Hier zij opgemerkt, dat de niet-bezette landen een merkelijke voorsprong hebben, aangezien zij de Duitse octrooien reeds in het begin van de oorlog toegepast hebben.

GOEDEREN A.

1. *Duitse bezittingen in het buitenland.*

Duitsland of zijn onderhorigen bezaten goederen in het buitenland. Zij zijn een der vormen van herstelbetaling. Ieder mede-ondertekenend land heeft er aangifte moeten van doen. Krachtens de overeenkomst moet dat land die goederen inhouden en op haar schuldvordering aanrekenen (art. 6, A).

Wij merken op, dat het I.A.R.A. bij machte is om de aangiften van de verschillende landen tot op zekere hoogte te controleren, vermits de Duitsers, krachtens verordeningen van de bezettende overheden, verplicht werden hun bezittingen in het buitenland aan te geven. Het I.A.R.A. krijgt inzage van die gegevens en een van zijn diensten controleert ze.

Wat onszelf betreft, gaat het dus om in België gelegen Duitse goederen welke wij zullen inhouden en op onze herstellvordering aanrekenen.

Plusieurs questions peuvent se poser à leur sujet :

1^o Dans quel pays un bien allemand peut-il être séquestré ?

Ici s'affrontent deux théories. D'après l'une, ce droit appartiendrait au pays sur le territoire duquel se trouve matériellement le bien ou l'objet du droit ou de l'intérêt en question. C'est le système du séquestre territorial.

Pour l'autre, au contraire, l'objet du droit ou de l'intérêt doit être mis sous séquestre au siège du droit de propriété, à l'endroit même où fut créé la devise ou le titre de créance. Ainsi des valeurs mobilières seraient mises sous séquestre dans le pays où se trouve le siège social de la société émettrice. C'est la théorie du séquestre originel.

L'adoption de cette dernière était assez indifférente à la Belgique, qui n'avait eu à placer sous séquestre que peu de valeurs étrangères et de biens de même espèce.

Un règlement des conflits inter-séquestres qui s'inspire de l'une et de l'autre, vient enfin d'être signé par quatre pays, les Etats-Unis, le Canada, les Pays-Bas, et la Belgique; le Luxembourg y a également adhéré.

2^o La deuxième question intéressante est celle de savoir quels sont les biens qui peuvent être considérés comme avoirs allemands.

La Belgique, en octobre 1945, avait fait, au sujet de ces avoirs, une première déclaration approximative et sous toutes réserves, de 2 à 2 1/2 milliards de francs belges, portés même plus tard à 2,8 milliards. Or, celles des autres pays furent de beaucoup inférieures. Nous arrivions en deuxième position, immédiatement après les Etats-Unis et avant la Grande-Bretagne. Pourtant, il était connu que les Allemands avaient fait peu d'investissements en Belgique avant la guerre, ne serait-ce qu'en raison du conflit de 1914-1918.

Mais, comme l'a remarqué le distingué rapporteur de la Chambre, M. Vaes, au moment où il avait été procédé à cette évaluation, en octobre 1945, c'est-à-dire avant la Conférence de Paris, aucun critère n'avait encore été établi en ce qui concerne les avoirs.

A la Conférence, nous avons donc soutenu que l'on ne devait pas faire entrer dans le total des avoirs allemands à imputer sur notre créance, les biens qui étaient devenus tels depuis le 10 mai 1940, ni non plus ceux qui avaient été créés en Belgique, sous l'occupation, à l'aide de matières ou de main-d'œuvre belges.

C'est dans ces conditions qu'on rédigea à Paris l'article 6, qui tient compte de ce souci. Notre délégation à l'I.A.R.A. s'attacha ensuite à en faire prévaloir une interprétation conforme à la nature des choses.

Finalement, il fut entendu que le littéra D de l'article 6 ne serait applicable qu'au cas des Sudètes, mais qu'en vertu du littéra A, qui parle des biens

Verscheidene vragen kunnen te hunnen opzichte gesteld worden :

1^o In welk land kan een Duits goed gesekwestreerd worden ?

Hier staan twee theorieën tegenover elkaar. Volgens de ene zou dit recht toebehoren aan het land, op welks grondgebied het goed of het voorwerp van het betrokken recht of belang zich bevindt. Dit is het stelsel van het gebiedssekwestreer.

Voor de andere, daarentegen, kan het voorwerp van het recht of belang onder sekwestreer gesteld worden ten zetel van het eigendomsrecht, op de plaats zelf, waar de deviezen of de schuldvorderingen ontstonden. Aldus zouden roerende waarden onder sekwestreer gesteld worden in het land, waar de maatschappelijke zetel van de emitterende maatschappij zich bevindt. Dit is de theorie van het oorspronkelijke sekwestreer.

België stond tamelijk onverschillig tegenover aanvaarding van deze laatste theorie, daar het slechts weinig vreemde waarden of soortgelijke goederen onder sekwestreer te stellen had.

Een regeling van de conflicten onder sekwesters, op grond van beide theorieën werd onlangs getekend door vier landen : de Verenigde Staten, Canada, Nederland en België; Luxemburg is eveneens toegetreden.

2^o De tweede vraag van belang is, welke goederen als Duitse activa kunnen beschouwd worden.

In October 1945 had België betreffende die vermogens een bij benadering en onder voorbehoud opgemaakte aangifte ingediend ten belope van 2 à 2 1/2 miljard Belgische francs, later zelfs opgevoerd tot 2,8 miljard. Welnu die der andere landen waren heel wat lager. Wij stonden op de tweede plaats, onmiddellijk na de Verenigde Staten en vóór Groot-Brittannië. Nochtans was het bekend dat de Duitsers vóór de oorlog weinig beleggingen in België gedaan hadden, al was het maar in verband met de oorlog 1914-1918.

Doch, zoals de geachte verslaggever van de Kamer, de heer Vaes opmerkte, toen die raming plaats had, in October 1945, d.w.z. vóór de Parijse conferentie, was er nog geen criterium voor de vermogens vastgesteld.

Op de conferentie hebben wij dus het standpunt ingenomen, dat men in het totaal der op onze schuldvordering aan te rekenen Duitse vermogens geen goederen mocht opnemen, die pas na 10 Mei 1940 als dusdanig ontstaan waren en ook geen die tijdens de bezetting in België met behulp van Belgische grondstoffen of Belgische arbeidskracht tot stand kwamen.

Het is onder deze voorwaarden, dat men te Parijs artikel 6 opmaakte, waarin met dit standpunt rekening gehouden wordt. Onze afvaardiging bij het I.A.R.A. spande zich vervolgens in om een interpretatie in overeenstemming met de aard der zaken te laten gelden.

Tenslotte werd overeengekomen, dat littera D van artikel 6 slechts op Sudetenland zou toepasselijk zijn, maar dat krachtens littera A waarin van de

allemands ennemis, nous n'aurions pas à imputer les biens devenus tels après le 10 mai 1940. L'occupant avait usé pour cela de procédés que les Puissances alliées avaient, dès 1943, qualifié de « technical looting », c'est-à-dire pillage technique (paiement par clearing, etc.).

Nous ne devons pas tenir compte des biens qui ont été créés en Belgique pendant l'occupation, dès l'instant où ils ne constituent pas pour notre économie un enrichissement. Par exemple, si l'Allemagne a fourni de l'acier qui a été incorporé dans une machine construite en Belgique et qui y est demeurée, il y a enrichissement; il s'agit, dans cette mesure d'un avoir allemand. Il doit donc être, dans la même mesure, imputé sur notre quote-part.

C'est ainsi que notre évaluation des avoirs allemands a pu être ramenée à 526 millions de francs belges. D'après les nouvelles règles de comptabilisation, il semble que cette évaluation devra être portée à 6 ou 700 millions.

3° On peut ensuite se demander ce qu'il adviendrait si le montant des avoirs allemands en Belgique dépassait notre quota A. Dans ce cas, en vertu de l'article 1, E, de la partie I. de l'Accord, cet excès pourrait être imputé sur le quota B.

Ceci explique que la Belgique n'a pas demandé beaucoup d'attributions en quota B. tant que les règles de comptabilisation des avoirs n'avaient pas été admises. Actuellement que cette question est réglée, nous allons pouvoir procéder à de nouvelles demandes.

Mais que faudrait-il décider si les avoirs allemands dépassaient non seulement notre quota A. mais également le quota B. ? Ce point n'a pas été formellement résolu. Notre délégué à Paris a fait remarquer qu'il ne pouvait être question d'obliger un Etat à ristourner une partie des avoirs qui pourraient dépasser ces quotas (p.v. 22). Cette affirmation a été contredite par un seul pays qui a fait une proposition qui fut rejetée. Il ne semble pas que la Conférence ait pris position de façon formelle.

De toute façon, la question semble aujourd'hui n'être plus que théorique, étant donné que les avoirs allemands imputables en Belgique ne dépasseront pas 6 à 700 millions.

Nous pourrions d'ailleurs peut-être nous prévaloir aussi à cette fin de certaines réserves de l'article 2, dont il sera parlé plus loin.

2. Avoirs allemands chez les neutres.

En vertu de l'article 6, C, la propriété de ces avoirs est retirée à l'Allemagne. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne doivent à leur sujet conclure des accords avec les pays neutres. Les avoirs seront liquidés et le produit de la liquidation sera mis à la disposition de l'I.A.R.A. pour être réparti au titre des réparations.

vijandelijke Duitse goederen sprake is, wij de na 10 Mei 1940 als dusdanig ontstane goederen niet zouden moeten aanrekenen. De bezetter paste hiervoor een procédé toe, waaraan de geallieerde Mogendheden reeds in 1943 de naam gaven van « Technical Looting », d.w.2. technische plundering (betaling door de clearing, enz.).

Wij zullen geen rekening moeten houden met goederen, die tijdens de bezetting in België tot stand kwamen, als zij maar voor onze economie geen verrijking vormen. Bij voorbeeld indien Duitsland staal geleverd heeft, dat werd verwerkt in een in België gebouwde en er gebleven machine, is dat een verrijking; in zoverre gaat het om een Duits vermogen. Het moet dus ook in zoverre op ons quotum aangerekend worden.

Zo komt het dat onze raming van de Duitse vermogens tot 526 millions Belgische franks kon teruggebracht worden. Volgens de nieuwe regeling van comptabilisatie schijnt die raming op 6 of 700 miljoen te moeten komen.

3° Vervolgens kan men zich afvragen, wat er zou gebeuren, indien het bedrag van de Duitse vermogens in België ons quotum A mocht overtreffen. Krachtens artikel 1, E, deel I van het Accoord zou dat overschot op het quotum B kunnen aangerekend worden.

Dit verklaart, waarom België niet veel als aandeel B gevraagd heeft, zolang de regelen van comptabilisatie der vermogens niet aangenomen waren. Nu deze kwestie geregeld is, zullen wij nieuwe aanvragen kunnen indienen.

Maar waartoe zouden wij moeten besluiten, indien de Duitse vermogens niet alleen ons quotum A, doch eveneens het quotum B mochten overschrijden? Dit punt werd niet formeel opgelost. Onze afgevaardigde te Parijs heeft er op gewezen, dat er geen sprake kon van zijn, een Staat te dwingen tot teruggaaf van een gedeelte van de vermogens, die bedoelde quota mochten overschrijden (p.v. 22). Deze stellige verklaring werd tegengesproken door één enkel land, dat een voorstel deed dat afgewezen werd. Het schijnt niet dat de Conferentie een formeel standpunt ingenomen heeft.

Hoe dit ook zij, de kwestie schijnt thans nog slechts van theoretische aard te zijn, aangezien de in België aanrekenbare Duitse vermogens niet meer dan 6 à 700 miljoen zullen overschrijden.

Te dien einde zouden wij misschien ook een en ander voorbehoud van artikel 2 kunnen laten gelden, waarover verder gesproken wordt.

2. Duitse vermogens bij de neutralen.

Krachtens artikel 6, C, wordt de eigendomsrecht van die vermogens aan Duitsland ontnomen. De Verenigde Staten, Frankrijk en Groot-Brittannië moeten dienaangaande met de neutrale landen overeenkomsten aangaan. De vermogens zullen geliquideerd worden en de opbrengst hiervan zal ter beschikking van het I.A.R.A. gesteld worden, om bij wijze van herstelbetalingen verdeeld te worden.

La négociation de ces accords a donné lieu à quelques difficultés, car les pays neutres ne reconnaissent pas les titres juridiques de l'I.A.R.A. sur les avoirs allemands se trouvant sur leurs territoires.

Cependant un accord a été conclu avec le Gouvernement suisse, aux termes duquel la moitié du produit de la liquidation de ces biens sera mise à la disposition de l'I.A.R.A., la Suisse devant supporter la moitié de la charge des indemnités à verser aux anciens propriétaires allemands. Il reste en suspens une question de taux de change entre le franc suisse et le Reichsmark.

Nous devons recevoir de ce chef : 6.480.000 francs suisses, soit environ 64 millions de francs belges.

En vertu d'un autre accord, la Suède s'est engagée à mettre à la disposition des trois puissances négociatrices un crédit de 150 millions de Couronnes, devant servir à l'achat de marchandises destinées aux zones occidentales de l'Allemagne. Un second crédit de 75 millions de couronnes doit être réparti entre les autres membres de l'I.A.R.A. Toutefois la Suède prétend procéder elle-même à cette répartition, en tenant compte des échanges commerciaux existant entre elle et ces pays. Cette façon de procéder ne lèserait pas la Belgique qui devrait recevoir 6.662.500 couronnes ou 79.900.000 francs belges actuels, mais l'Assemblée a décidé que le fonds devait être réparti sur la base des quotes-parts en catégorie A. Dans cette hypothèse nous n'obtiendrons que 2 millions de couronnes ou 24 millions de francs belges.

Des négociations sont également poursuivies avec l'Espagne et le Portugal.

3. *Production courante et stocks.*

En vertu de l'Accord de Potsdam (art. III, 19), les recettes provenant des exportations dues à la production courante et aux stocks, doivent être en premier lieu disponibles pour le paiement des importations nécessaires à l'Allemagne.

Dans l'état actuel, il n'y a donc rien à espérer de ce côté.

4. *Butin de guerre.* (Matériel et approvisionnements pris aux forces armées allemandes.)

Ces biens doivent être imputés sur les parts de réparations, pour autant qu'ils n'aient pas été payés par les Gouvernements qui les ont reçus, ou qu'ils ne leur aient pas été remis en vertu d'arrangements ne prévoyant pas de contrepartie.

A ce sujet, nos efforts ont tendu à distinguer parmi ces biens trois catégories :

a) le butin ayant appartenu à l'armée belge et dont les Allemands s'étaient emparé. Il est entendu que nous devons le recevoir à titre de restitution;

De onderhandelingen over die accoorden hebben aanleiding gegeven tot enkele moeilijkheden, want de neutrale landen erkennen niet de juridische aanspraken van het I.A.R.A. op de Duitse vermogens, welke zich op hun grondgebieden bevinden.

Met de Zwitserse regering werd nochtans een overeenkomst gesloten; naar luid waarvan de helft van de opbrengst van de liquidatie van die goederen ter beschikking van het I.A.R.A. zal gesteld worden, met dien verstande, dat Zwitserland de helft van de aan de gewezen Duitse eigenaars uit te keren vergoedingen moet dragen. Een kwestie van wisselkoers tussen de Zwitserse frank en de Reichsmark blijft nog onopgelost.

Uit dien hoofde moeten wij ontvangen : 6 miljoen 480.000 Zwitserse francs, d.i. ongeveer 64 miljoen Belgische franks.

Krachtens een andere overeenkomst heeft Zweden zich verbonden, een krediet van 150 miljoen kronen ter beschikking van de drie onderhandelende mogendheden te stellen voor de aankoop van voor de Westelijke zones van Duitsland bestemde koopwaren. Een tweede krediet van 75 miljoen kronen moet onder de andere leden van het I.A.R.A. verdeeld worden. Zweden staat er evenwel op, zelf die verdeling te doen met inachtneming van het handelsverkeer, dat het met die landen onderhoudt. Deze werkwijze zou België niet schaden, daar het 6 miljoen 662.500 kronen of 79.900.000 Belgische franks van heden zou moeten ontvangen. Maar de vergadering heeft besloten, dat de gelden moesten verdeeld worden op basis van de quota in categorie A. In dat geval zouden wij slechts 2 miljoen kronen of 24 miljoen Belgische franks ontvangen.

Er zijn ook onderhandelingen aan de gang met Spanje en Portugal.

3. *Lopende productie en voorraden.*

Krachtens het accord van Potsdam (artikel III, 19) moeten de ontvangsten, voortkomende van export van gewone producten en voorraden in de eerste plaats ter beschikking zijn ter betaling van de import, waaraan Duitsland behoefte heeft.

Zoals de zaken nu staan, valt van die kant dus niet veel te verwachten.

4. *Oorlogsbuit.* (Van Duitse strijdkrachten afgenomen materieel en voorraden).

Deze goederen moeten aangerekend worden op de herstelaandelen, voor zover ze niet betaald werden door de Regeringen, die ze ontvangen hebben, of voor zover ze niet werden afgegeven krachtens schikkingen, waaraan geen tegenprestatie is verbonden.

Wij hebben gepoogd, deze goederen in drie categorieën onder te brengen :

a) de buit, die aan het Belgische leger toebehoorde en door de Duitsers in beslag werd genomen. Het is duidelijk dat die ons moet teruggegeven worden;

b) les biens créés en Belgique sous l'occupation. Aucune décision n'a encore été prise à leur sujet. Il semble que la solution qui triomphera sera semblable à celle qui a été admise pour les avoirs allemands;

c) enfin, le matériel et les approvisionnements proprement allemands et qui doivent être imputés sur les quotes-parts.

Notons enfin que nous avons payé à l'Organisme Financier de SHAEF une somme de 2.540.000 francs, pour des approvisionnements ennemis qui nous avaient été remis. L'Agence a reçu cette somme et a décidé qu'elle serait remboursée à la Belgique et imputée à son compte « Réparations A ».

5. Droits d'auteur.

Un Comité spécial a été chargé, à l'I.A.R.A., d'étudier la question. Il a remis un questionnaire aux différents Gouvernements. Des réponses, il résulte que les sommes perçues sont pour la plupart négligeables.

6. Contre-prestations soviétiques.

Nous entendons par là les produits alimentaires et les matières premières que l'U.R.S.S. s'est engagée à livrer en échange des biens industriels que doivent lui fournir les zones occidentales. En octobre 1947, l'Agence a été enfin avisée que l'U.R.S.S. était prête à effectuer une première livraison. La répartition de cette première tranche donnera à la Belgique 694 tonnes de blé pour une valeur de 138.807 R.M. ou 2.600.000 francs.

La Belgique doit en principe recevoir à ce titre 15 % de son quota B, conformément aux articles 1, A de la partie I de l'Accord de Paris et IV, 4, de l'Accord de Potsdam combinés. Mais il n'est pas possible actuellement de supputer le rendement effectif de cette espèce de réparations.

7. Matériel roulant ferroviaire.

Nous en faisons mention spéciale, car il est l'objet de vives discussions au sein de l'I.A.R.A. Le Comité des Experts n'est pas parvenu à décider s'il s'agissait d'un avoir allemand à l'étranger ou d'un bien industriel de la catégorie B. La thèse la plus juridique est incontestablement la première : avoir allemand à l'étranger. Si la Conférence avait voulu en décider autrement, elle eût adopté pour lui une disposition particulière, comme elle l'a fait pour les navires. Bien que se trouvant hors d'Allemagne, ceux-ci sont rangés parmi les biens de la catégorie B. Mais certains pays font valoir que jamais les Alliés n'auraient voulu, en permettant la rétention de ces wagons, anéantir le système des communications en Allemagne, et ainsi compromettre la restauration de l'Europe.

La question est surtout importante pour la France qui détient 66.000 wagons allemands, et pour cette raison, n'obtient pas restitution de ses 57.000 wagons se trouvant en Allemagne.

b) de goederen die tijdens de bezetting in België ontstonden. Ten deze is nog geen beslissing getroffen. Hiervoor schijnt dezelfde oplossing aangenomen te zullen worden als voor de Duitse goederen;

c) ten slotte het materieel en de voorraden die zuiver Duits zijn en op de quota moeten aangerekend worden.

Ten slotte zij opgemerkt, dat wij aan het financieel organisme van SHAEF een som van 2 miljoen 540.000 frank betaald hebben voor vijandelijke voorraden, die ons ter beschikking werden gesteld. Het agentschap heeft deze som ontvangen en heeft besloten dat ze aan België zou terugbetaald worden op haar rekening « herstelvergoedingen A ».

5. Auteursrechten.

Een bijzonder Comité heeft bij de I.A.R.A. opdracht gekregen deze kwestie te onderzoeken. Het Comité heeft aan de verschillende Regeringen een vragenlijst overhandigd. Uit de antwoorden blijkt, dat de ontvangen sommen meestal gering zijn.

6. Tegenprestaties van Sowjet-Rusland.

Hieronder verstaan wij voedingswaren en grondstoffen, welke de U.S.S.R. zich verbonden heeft te leveren in ruil voor industriegoederen, die de westelijke zones haar moeten leveren. In October 1947 ontving het agentschap bericht, dat de U.S.S.R. bereid was tot een eerste levering. De verdeling van deze eerste levering zal voor België 694 ton graan opleveren ter waarde van 138.807 R.M. of 2 miljoen 600.000 frank.

In beginsel moet België uit dien hoofde 15 % van zijn aandeel B ontvangen overeenkomstig de artikelen I, A, deel I van het Accoord van Parijs en IV, 4, van het Accoord van Potsdam. Doch het is nog niet mogelijk om de werkelijke opbrengst van dit soort van herstelvergoedingen te schatten.

7. Rollend spoorwegmaterieel.

Wij vermelden dit in het bijzonder, omdat het bij de I.A.R.A. het onderwerp is van heftige besprekingen. Het Comité van deskundigen heeft nog niet kunnen uitmaken, of het hier gaat om een Duits bezit in het buitenland of om een industriegoed van categorie B. Onbetwistbaar is de eerste thesis de meest juridische : Duits bezit in het buitenland. Had de Conferentie daar anders willen over beslissen, zij had er een bijzondere voorziening voor getroffen, zoals zij gedaan heeft voor de schepen. Hoewel de schepen zich buiten Duitsland bevinden, worden zij toch ondergebracht bij de goederen van categorie B. Doch sommige landen laten gelden, dat de geallieerden nooit zouden geduld hebben dat door inhouding van deze waarden het Duits verkeerwezen in de war gestuurd en dus ook het herstel van Europa in gevaar zou gebracht worden.

Deze kwestie is vooral van belang voor Frankrijk, waar 66.000 Duitse wagens bewaard worden. Om deze reden krijgt Frankrijk zijn 57.000 wagens, die zich in Duitsland bevinden, niet terug.

En ce qui nous concerne, nous avons 4.500 wagons belges en Allemagne dont 2.500 sont en bon état. D'autre part, nous détenons ici 6.000 wagons allemands.

Les négociations se poursuivent et il faut espérer qu'elles aboutiront favorablement.

Voilà donc les différentes espèces de biens qui serviront aux réparations.

* *

IV. — RENDEMENT DE L'ACCORD DE PARIS POUR LA BELGIQUE.

Quelles attributions avons-nous reçues et pouvons-nous espérer à titre de réparations?

1. Outillage industriel :	
attribué fr.	200.000.000
à venir	400.000.000
2. Navires	45.000.000
3. Avoirs allemands en Belgique	650.000.000
4. Avoirs allemands en Suisse	64.000.000
Avoirs allemands en Suède	24.000.000
5. Remboursement de butin déjà payé	2.500.000
6. Butin de guerre allemand	107.700.000
Prévisions	27.000.000
7. Contre-prestations soviétiques attribuées	2.600.000
Total . . . fr.	1.522.800.000
	=====

Quand on se souvient que l'ensemble de nos dommages a pu être chiffré, en francs de 1938, à quelque 250 milliards, on mesure l'immense faillite des réparations.

Observons que dans ce total ne figurent évidemment pas les restitutions de biens identifiables, de butin, etc., dont le principe a pu être reconnu grâce notamment à nos délégués. Voici le détail de celles-ci en francs belges actuels :

Biens de particuliers récupérés :

biens industriels fr.	482.000.000
bateaux	90.000.000
matériel ferroviaire	750.000.000
prévisions	360.000.000

Biens de l'Etat :

industriels, etc.	77.000.000
prévisions	107.000.000

Butin de guerre a et b	283.800.000
prévisions pour 1947 en a et b	73.000.000

Total . . fr. 2.222.800.000

=====

Wat onszelf betreft, er zijn 4.500 Belgische wagens in Duitsland, waarvan 2.500 in goede staat. Onzerzijds hebben wij hier 6.000 Duitse wagens.

De onderhandelingen gaan hun gang en het is te hopen dat ze een gunstig verloop zullen hebben.

Dit zijn dan de verschillende soorten van goederen, die tot herstel zullen dienen.

* *

IV. — OPBRENGST VAN HET ACCOORD VAN PARIJS VOOR BELGIE.

Wat is ons toegewezen en wat kunnen wij verwachten uit hoofde van herstelvergoedingen?

1. Industriële uitrusting :	
toegewezen fr.	200.000.000
nog toe te wijzen	400.000.000
2. Schepen	45.000.000
3. Duits bezit in België	650.000.000
4. Duits bezit in Zwitserland	64.000.000
Duits bezit in Zweden	24.000.000
5. Terugbetaling van reeds betaalde buit	2.500.000
6. Duitse oorlogsbuit	107.700.000
Ramingen	27.000.000
7. Toegewezen tegenprestaties van Rusland	2.600.000
Totaal . . fr.	1.522.800.000
	=====

Als men bedenkt, dat onze gezamenlijke schade in franks van 1938 op zo wat 250 milliard geschat is, dan ziet men, op wat een onmetelijk failliet de herstelvergoedingen uitloopen.

Er zij opgemerkt, dat in dit totaal natuurlijk niet medegerekend zijn de restituties van goederen, die kunnen geïdentificeerd worden, van buit, enz., die principieel erkend werden, vooral dank zij onze afgevaardigden. Hier volgt een detaillering van deze goederen in Belgische franks van thans :

Teruggekregen goederen van particulieren :

industriegoederen fr.	482.000.000
schepen	90.000.000
spoorwegmaterieel	750.000.000
ramingen	360.000.000

Staatsgoederen :

industrie, enz.	77.000.000
raming	107.000.000

Oorlogsbuit a en b	283.800.000
geraamd voor 1947 in a en b	73.000.000

Totaal . . fr. 2.222.800.000

=====

L'or de notre encaisse livré par le Gouvernement de Vichy ne rentre pas dans ce compte, étant donné que la France nous l'a restitué (198.433 kilos 84169 d'or fin). Nous avons reçu certaines restitutions d'or d'Allemagne (90.649 kilogr. 8374) que nous avons par conséquent immédiatement ristournées à la France.

Le résultat des réparations est donc tout-à-fait dérisoire.

La masse à partager pouvait-elle être plus forte?

Oui, s'il faut en croire le président de l'Agence qui, le 29 mars 1947, à Moscou, s'exprimait ainsi devant les suppléants des Ministres des Affaires Etrangères :

« Mais il n'est pas moins incontestable que la surindustrialisation de l'Allemagne pour des fins militaires a créé un état dans lequel, malgré les destructions, malgré l'usure exceptionnelle de guerre, il subsiste un potentiel industriel largement supérieur à ce que, en tout état de cause et quelle que soit l'issue des controverses présentes, une économie pacifique exigerait. »

Cette déclaration remonte sans doute à près d'un an. Sans doute aussi, émane-t-elle du représentant des nations créancières, venu pour plaider leur cause. Mais elle est impressionnante. Nous ne disposons malheureusement pas des éléments nécessaires pour trancher la question.

Cependant, le secrétaire général de l'I.A.R.A., dans son rapport pour l'année 1946, publié en 1947, avait constaté que l'« économie de l'Allemagne » se maintenait, « depuis la capitulation, à un niveau très inférieur à celui qui serait nécessaire pour maintenir le standard de vie autorisé » (page 6).

Quoi qu'il en soit, l'occupation des zones occidentales, dont la population a du reste crû de l'apport de 4 à 5 millions de personnes transférées des régions orientales, semble coûter cher aux Puissances qui en ont la responsabilité. M. Marshall, à la dernière Conférence de Londres, en décembre 1947, a rappelé que les Etats-Unis avaient déjà déboursé 600 millions de dollars pour leur zone et que les frais d'entretien de la bizonie s'élèveraient à 700 millions de dollars par an.

S'il en est ainsi, on s'explique le mauvais rendement des réparations.

La mésentente des Grandes Puissances sur le problème allemand n'est pas non plus de nature à les intensifier.

Mais nous n'avons pas choisi le système.

Quelles que soient donc les raisons qui ont déterminé de si piètres résultats, nous avons le droit de demander que la question soit revue.

* * *

Onze goudvoorraad, door de Vichyregering uitgeleverd, valt niet in deze regeling, omdat Frankrijk ons die teruggegeven heeft (198.433 kgr. 84169 fijn goud). Ook Duitsland heeft een deel van ons goud teruggegeven (90.649 kgr. 8374), dat wij dan ook onmiddellijk aan Frankrijk hebben overgedragen.

Het resultaat van de herstelvergoedingen is dus belachelijk klein.

Kon de te verdelen massa groter zijn?

Jawel, als wij de voorzitter van het Agentschap moeten geloven, die op 29 Maart 1947, te Moskou, het volgende verklaarde ten overstaan van de plaatsvervangende Ministers van Buitenlandse Zaken :

« Doch het is al even onbetwistbaar, dat de overindustrialisatie van Duitsland voor militaire doeleinden, geleid heeft tot een staat, waar, in weerwil van de verwoestingen, in weerwil van de buitengewone oorlogsafkeling, nog een veel groter nijverheidspotentieel bestaat dan een vreedzame economie in elk geval en ongeacht de afloop van de tegenwoordige twistvragen, nodig heeft. »

Deze verklaring is nu weliswaar bijna één jaar oud. Weliswaar ook is zij afgelegd door de vertegenwoordiger van de crediteurlanden die gekomen was, om hun zaak te bepleiten. Toch is zij indrukwekkend. Jammer genoeg beschikken wij niet over de nodige gegevens om deze vraag te beantwoorden.

De Secretaris-generaal van de I.A.R.A. verklaarde evenwel in zijn verslag over het jaar 1946, bekendgemaakt in 1947, dat de Duitse economie sedert de capitulatie op een veel lager peil staat dan voor de handhaving van de toegelaten levensstandaard noodzakelijk is (blz. 6).

Hoe dit ook zij, de bezetting van de westelijke zones, waar de bevolking overigens toegenomen is door opnemings van 4 à 5 miljoen mensen uit de oostelijke gebieden, schijnt de mogendheden, die de verantwoordelijkheid aldaar hebben, veel te kosten. De h. Marshall bracht op de laatste Conferentie te Londen, in December 1947, in herinnering, dat de Verenigde Staten voor hun zone reeds 600 miljoen dollars hadden uitgegeven, en dat de onderhoudskosten voor de dubbelzone op 700 miljoen dollar per jaar zouden komen.

Als dit zo is, valt het slechte rendement van deze herstelvergoedingen licht te verklaren.

Ook de slechte verstandhouding tussen de Grote Mogendheden over het Duitse vraagstuk is niet van die aard, dat ze de herstelvergoedingen zal doen toenemen.

Wij hebben dat stelsel echter niet gekozen.

Wat dus ook de redenen zijn, die tot zulke karige resultaten hebben gevoerd, wij hebben het recht te vragen, dat die kwestie zou herzien worden.

* * *

V. — PORTÉE EXACTE DE L'ACCORD.

Quels droits nous reste-t-il après sa signature?

A. — L'article 2A de l'Accord prévoit que les quotas couvrent toutes les créances des Gouvernements ou de leurs ressortissants sur l'ancien Gouvernement allemand et les agences gouvernementales allemandes, créances publiques ou privées, issues de la guerre, et qui n'ont pas fait l'objet d'autres dispositions.

Il en résulte que les créances antérieures à la guerre sont maintenues, créances de particuliers ou créances de l'Etat (par exemple, celle relative aux marks de 1918). Cette déduction est d'ailleurs expressément confirmée par le *littera C*, n° 1.

L'article 2A, précise que l'Accord couvre notamment le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte Clearing acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen.

Examinons le cas particulier du *Compte Clearing*. Son sort a fait l'objet de nombreuses critiques.

Peut-on dire tout d'abord qu'il ait été abandonné? L'Accord précise à son sujet que la quote-part le couvre. En réalité, il a servi de base à l'établissement de notre quota. Les Alliés, dont les territoires n'ont pas été occupés, ont accepté de mettre ces créances sur le même pied que les dépenses budgétaires de guerre (p.v. 9). Il n'était pas possible de leur réserver un sort plus favorable.

S'agissait-il d'ailleurs d'une créance commerciale, comme on l'a dit, alors que ces ponctions de notre économie nous étaient imposées par l'occupant? Il nous répugnerait même qu'on pût la taxer de commerciale.

On prétend aussi qu'on aurait dû la réserver. Mais les Grandes Puissances ne l'auraient jamais admis. L'Accord était à prendre ou à laisser. Et sans lui, nous n'aurions pas obtenu, par exemple, de restitutions, ni de titre international à la liquidation des avoirs allemands.

Il aurait d'ailleurs fallu, pour le compte Clearing, disposer d'un titre exécutoire en Allemagne. Nous l'aurait-on délivré? Les Allemands se seraient aussi très vite aperçus que cette créance n'était pas sympathique aux Autorités occupantes et ils auraient agi en conséquence.

Remarquons enfin que l'Angleterre détient une créance un peu semblable à la nôtre : c'est celle des prises maritimes de guerre. Or, elle a dû aussi la laisser couvrir par le quota qui lui a été attribué.

B. — L'article 2.C. stipule que l'Accord n'affecte pas :

1° les dettes de l'Allemagne et de ses ressortissants, antérieures à la guerre;

V. — JUISTE DRAAGWIJDTE VAN HET AKKOORD.

Welke rechten blijven er ons nog over na de ondertekening?

A. — Artikel 2A van het Akkoord bepaalt, dat de aandelen alle schuldvorderingen van de Regeringen of hun onderhorigen op de gewezen Duitse Regering en Duitse Regeringsagentschappen dekken, zowel openbare als private schuldvorderingen, die ontstaan zijn uit de oorlog en niet onder andere bepalingen vallen.

Hieruit volgt dat schuldvorderingen van vóór de oorlog blijven bestaan, zowel die van particulieren als van de Staat (bv. met betrekking tot de marken van 1918). Dit wordt overigens uitdrukkelijk bevestigd door *littera C*, n° 1.

Artikel 2A bepaalt dat het Akkoord inzonderheid de kosten van de Duitse bezetting, het clearing-tegoed, tijdens de bezetting verkregen, en de schuldvorderingen op de Reichskreditkassen dekt.

Wij willen hier het bijzonder geval van de *clearing*-rekening onderzoeken. Op de behandeling hiervan is dikwijls kritiek gevallen.

Allereerst, kan men zeggen dat die rekening opgegeven werd? Het Akkoord bepaalt, dat ze in het aandeel begrepen is. In werkelijkheid heeft ze als grondslag gediend bij de berekening van ons aandeel. De Geallieerden, wier grondgebied niet bezet werd, hebben aangenomen, dat deze schuldvorderingen op dezelfde voet gesteld worden als de budgetaire oorlogsuitgaven (p.v. 9). Het was niet mogelijk daaraan een beter lot toe te bedelen.

Betrof het dan een commerciële schuldvordering, zoals sommigen gezegd hebben, hoewel toch die aderlatingen van onze economie door de bezetter opgedrongen waren? Wij zouden er zelfs van walgen, dat ze commercieel zou kunnen genoemd worden.

Er wordt ook beweerd, dat ze had moeten voorbehouden blijven, maar dat hadden de grote mogendheden nooit toegelaten. Het Akkoord moest aangenomen of verworpen worden, en zonder het Akkoord hadden wij nooit b.v. restituties gehad of nooit een internationaal recht op de liquidatie van de Duitse bezittingen gekregen.

Voor de Clearing-rekening zou men trouwens over een verklaring van tenuitvoerlegging in Duitsland moeten beschikt hebben. Zou ons die verstrekt geworden zijn? De Duitsers zouden ook vrij spoedig gemerkt hebben, dat die schuldvordering niet de sympathie van de Bezettende Overheden genoot en zouden dienovereenkomstig hebben gehandeld.

Ten slotte zij opgemerkt dat Engeland een schuldvordering bezit, die met de onze enige gelijkenis vertoont : het betreft de oorlogsprijsmakingen. Welnu, ook Engeland heeft deze in het toegekende *quotum* moeten laten opnemen.

B. — Artikel 2.C. bepaalt dat de overeenkomst niet slaat op :

1° de van vóór de oorlog bestaande schulden van Duitsland en van zijn onderhorigen;

2° les créances d'institutions d'assurances sociales sur les institutions similaires allemandes;

3° les billets de banque de la Reichsbank et de la Rentebank dans la mesure où leur réalisation ne diminue pas indûment la masse des réparations.

C. — Enfin, l'article 2.B. contient trois réserves importantes :

1° L'Accord ne préjuge pas « la détermination en temps utile des formes, de la durée et du montant total des réparations à effectuer par l'Allemagne ».

L'Accord n'a en effet décidé que la répartition de certains biens allemands (que le Conseil de contrôle avait à déclarer disponibles) Il n'a pas fixé même implicitement le montant total des réparations que l'Allemagne aurait à effectuer, ni les formes qu'à un moment donné celles-ci pourrait emprunter.

2° L'Accord ne préjuge pas non plus : « le droit que chacun des Gouvernements signataires peut avoir en ce qui concerne le règlement définitif des réparations allemandes ».

Il dépend de nous seuls, pays créanciers, de dire quand nous nous considérerons comme remplis de nos droits.

D'aucuns prétendent même que cette réserve pourrait, si c'était nécessaire, être invoquée pour justifier la rétention d'avoirs allemands au delà de nos quotas.

3° Enfin, l'Accord ne préjuge pas non plus « toutes revendications d'ordre politique, territorial ou autre, qu'un Gouvernement signataire pourra présenter à propos du règlement de la paix avec l'Allemagne ».

Le Gouvernement a déjà appliqué cette disposition, lorsque dans ses différents mémoires relatifs au problème allemand, il a réclamé le droit de recevoir des prestations économiques, qu'il a demandé des rectifications de frontières et fait des réserves au sujet de revendications plus importantes.

Votre Commission a eu l'occasion, lors de la discussion des Budgets du Ministère des Affaires Etrangères pour les exercices 1945 et 1946, d'attirer la sérieuse attention du Gouvernement sur le complément de réparations qui pourrait résulter d'une rectification de frontières, de nature à englober dans notre territoire certaines richesses naturelles (Document 31, Sénat, Session extraordinaire de 1946, p. 6).

Il nous reste donc des droits. Il nous appartient d'en user.

* *

VI. — I.A.R.A.

La deuxième partie de l'Accord est relative à l'Agence Interalliée des Réparations, dont les organes sont l'Assemblée et le Secrétariat. Le siège

2° de schuldvorderingen van instellingen voor maatschappelijke verzekering op gelijksoortige Duitse instellingen;

3° de bankbiljetten van de Reichsbank en van de Rentebank, voor zover hun tegeldemaking de massa der herstelbetalingen niet onrechtmatig vermindert.

C. — Ten slotte behelst artikel 2.B. een belangrijk drievoudig voorbehoud :

1° Het Akkoord doet geen afbreuk aan « het te zijner tijd bepalen van de vormen, de duur, of het totale bedrag der betalingen, die Duitsland zal te doen hebben ».

Het Akkoord heeft immers slechts beslist tot verdeling van sommige Duitse goederen (welke de Contrôleraad beschikbaar moest verklaren). Het heeft het totale bedrag der herstelvergoedingen, welke Duitsland zou moeten betalen, noch de vormen, welke deze op een gegeven ogenblik zouden kunnen aannemen, zelfs niet impliciet bepaald.

2° Het Akkoord doet evenmin afbreuk aan « het recht, dat ieder der toegetreden regeringen kan hebben, inzake de definitieve regeling der Duitse herstelbetalingen ».

Het hangt alleen van ons, crediteur-landen, af, te zeggen, wanneer wij onze rechten voldaan achten.

Sommigen beweren zelfs dat dit voorbehoud desnoods zou kunnen dienen om de achterhouding van Duitse bezittingen boven onze quota te rechtvaardigen.

3° Ten slotte doet het Akkoord ook geen afbreuk aan « iedere eis van politieke, territoriale of andere aard, die een toegetreden Regering kan stellen met betrekking tot de vredesregeling met Duitsland ».

De Regering heeft die bepaling reeds toegepast, toen zij, in haar verschillende memories omtrent het Duitse vraagstuk, het recht heeft opgeëist om economische prestaties te ontvangen, toen zij grensverbeteringen heeft gevraagd en inzake belangrijker eisen voorbehoud heeft gemaakt.

Uw Commissie heeft, bij de bespreking van de begrotingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken voor de dienstjaren 1945 en 1946, de gelegenheid te baat genomen om de ernstige aandacht van de Regering te vestigen op de aanvullende herstelvergoedingen welke kunnen voortvloeien uit een grensverbetering, waardoor sommige natuurlijke rijkdommen in ons grondgebied zouden worden opgenomen (Gedr. stuk 31, Senaat, Buitengewone zitting 1946, blz. 6).

Er blijven ons dus rechten over. Wij behoren er gebruik van te maken.

* *

VI. — I.A.R.A.

Het tweede deel van het Akkoord heeft betrekking op het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, waarvan de organen de Ver-

de l'Agence est à Bruxelles. Notre délégation comprend un délégué, un suppléant, un adjoint, un expert et un délégué du Ministre de l'Instruction Publique.

* * *

VII. — La partie III de l'Accord concerne la

RESTITUTION DE L'OR MONÉTAIRE

Tout l'or monétaire trouvé en Allemagne par les Forces Alliées, ou qui pourra être récupéré d'un pays tiers dans lequel il aurait été transféré, sera réparti à titre de restitution entre les pays, au prorata des quantités d'or que l'Allemagne leur a enlevées.

Que faut-il entendre par l'expression : « or monétaire » ?

La Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire, dans son questionnaire de février 1947, en donne la définition suivante :

« Tout or qui, au moment de sa spoliation ou de son transfert illégitime, figurait comme faisant partie de la réserve monétaire du pays demandeur, soit dans les comptes du Gouvernement demandeur lui-même, soit dans ceux de la Banque Centrale du pays demandeur ou d'une autre autorité monétaire sur son territoire ou à l'étranger. »

Pour la Commission, il ne s'agit donc que de l'encaisse métallique d'un Institut d'émission.

Par conséquent, les pièces de monnaie d'or prises par les Allemands à des particuliers belges ne rentrent pas dans cette définition et ne seraient pas sujettes à restitution. Dès lors elles pourraient recevoir deux affectations :

1^o Servir à constituer la masse que l'on va répartir entre les différents Instituts d'émission, ou :

2^o Constituer l'or non-monétaire (*) pour lequel l'article 8 de la partie I de l'Accord prévoit une destination spéciale : la réhabilitation et le rétablissement des victimes non rapatriables de l'action allemande.

Il ne semble pas que l'interprétation de la Commission tripartite soit exacte. Les travaux préparatoires de la Conférence de Paris relatifs à l'or monétaire, visent les réserves d'or qui sont passées dans les mains de la Reichsbank à l'exclusion de l'or dentaire ou de l'or de joaillerie (p. v. 21). Le mot « réserves » suffit-il à emporter la solution ?

(*) Remarquons que le texte français de l'Accord, annexé au projet de loi n^o 172 (Session 1946 - Chambre), parle d'or monétaire, au lieu d'or non-monétaire. Il s'agit là d'une coquille.

gadering en het Secretariaat zijn. De zetel van het Agentschap is te Brussel gevestigd. Onze delegatie bestaat uit een afgevaardigde, een plaatsvervanger, een adjunct, een deskundige en een vertegenwoordiger van de Minister van Openbaar Onderwijs.

* * *

VII. — Het derde deel van het Akkoord betreft de

RESTITUTIE VAN HET MONÉTAIRE GOUD.

Al het monetaire goud, dat door de geallieerde strijdkrachten in Duitsland werd gevonden of dat kan gerecupereerd worden door een derde land, waarheen het werd overgebracht, zal bij wijze van teruggave onder de landen worden verdeeld, naar rato van de hoeveelheid goud die hun door Duitsland werd ontfond.

Wat dient te worden verstaan onder de uitdrukking « monetaire goud » ?

De Driedledige Commissie voor de teruggave van het gemunte goud heeft in haar vragenlijst van Februari 1947 hieraan de volgende bepaling gegeven :

« Al het goud dat, op het ogenblik van de plundering of de onwettige overdracht, vermeld stond als behorende tot de muntvoorraad van het crediteur-land, hetzij in de rekeningen van de crediteur-Regering zelf, hetzij in die van de Centrale Bank van dat land of van een andere munt-overheid op zijn grondgebied of in het buitenland ».

Voor de Commissie gaat het dus slechts om de metaalvoorraad van een Instituut van Uitgifte.

Bijgevolg zouden de gouden muntstukken, die de Duitsers van Belgische particulieren hebben afgenomen, niet onder die bepaling vallen en zouden zij dus niet voor teruggave vatbaar zijn. Derhalve zouden er tweeërlei bestemming kunnen aan gegeven worden :

1^o dienen tot het aanleggen van de boedel, die onder de verschillende Emissiebanken zal verdeeld worden, of

2^o dienen tot het vormen van niet-monetaire goud (*), waarvoor artikel 8 van deel I van het Akkoord, een speciale bestemming aangeeft : het in eer herstellen en opnieuw installeren van de niet repatrieerbare slachtoffers der Duitse actie.

Het schijnt niet dat de interpretatie van de Driedledige Commissie de juiste is. De voorbereidende werkzaamheden van de Conferentie van Parijs betreffende het monetaire goud, hebben betrekking op de guldvoorraad, die in handen van de Reichsbank zijn overgegaan, met uitsluiting van de gouden tanden en het juwelengoud (p. v. 24). Vol staat het woord « voorraden » ter oplossing ?

(*) Op te merken dat de Franse tekst van het Akkoord, gevoegd bij het wetsontwerp n^o 172 (Zitting 1946. Kamer), spreekt van « or monétaire » in plaats van « or non-monétaire ». Dit is een zetfout.

Le projet américain de déclaration sur cette question (doc. 24) précise même que doit être restitué tout l'or monétaire, y compris les monnaies d'or.

Quant à la conception que la Conférence s'est faite de l'or non-monétaire, la voici, telle qu'elle résulte de la proposition du délégué américain : « l'or non-monétaire, trouvé en Allemagne, c'est-à-dire les bijoux et l'or dentaire que les Allemands ont pris à leurs victimes ». (p. v. 26).

L'article qui nous intéresse a été adopté sans observation (p. v. 27 et 29, Doc. 48 et 54).

Remarquons que les spoliations d'espèces métalliques au détriment de particuliers belges peuvent être établies par pièces.

Il faut donc recommander au Gouvernement d'intervenir auprès de la Commission Tripartite pour la faire revenir sur sa première définition. Cette question ne concerne pas l'Accord, mais son application.

* *

VIII. — La Conférence de Paris a voté un certain nombre de résolutions au sujet de matières qui ne pouvaient pas être incluses dans l'Accord, étant donné qu'elles n'avaient pas été abordées à Yalta et à Potsdam, et que l'U.R.S.S. n'était pas représentée à Paris. On recourut donc à la forme des résolutions.

L'une d'entre elles concerne la restitution des objets identifiables, notamment des biens à caractère artistique, historique, scientifique ou religieux.

Ainsi que l'indique l'exposé des motifs du projet de loi (page 3 *in medio*), le Conseil de Contrôle Allié l'a admise. Elle fait donc corps, en somme, avec le texte du Traité.

Cette résolution prévoit même le remplacement de biens artistiques détruits, par des objets équivalents prélevés en Allemagne.

Ces restitutions et remplacements ont donc lieu hors réparations.

La question a fait l'objet de débats importants à la Chambre où se sont fait entendre les voix autorisées du comte Carton de Wiart et de M. Piérard. Qu'il nous suffise d'y renvoyer. (Annales Chambre, Séance du 23 janvier 1947, pages 8 à 10.)

* *

CONCLUSION.

Les résultats de la politique de réparations sont donc tout à fait dérisoires.

Faut-il pour cela refuser de ratifier l'Accord de Paris? Non, car nos négociateurs ne pouvaient vraiment obtenir davantage. D'autre part, les résultats tiennent plus à la manière dont on l'exécute, dont on alimente le « pool », qu'aux dispositions du texte lui-même.

Het Amerikaanse ontwerp van verklaring omtrent die kwestie (doc. 24) vermeldt zelfs nader dat al het monetaire goud, met inbegrip van de gouden muntstukken, moet teruggegeven worden.

Ziehier welke opvatting de Conferentie over het niet-monetaire goud had, zoals blijkt uit het voorstel van de Amerikaanse afgevaardigde : « het niet-monetaire goud, gevonden in Duitsland, d.w.z. de juwelen en de gouden tanden, die de Duitsers van hun slachtoffers hebben geroofd » (p.v. 26).

Het besproken artikel werd zonder opmerkingen aangenomen (p.v. 27 en 29, doc. 48 en 54).

Er zij opgemerkt, dat de plundering van munt-speciën ten nadele van Belgische particulieren door stukken kan bewezen worden.

De Regering moet er dus toe aangezet worden bij de Driedelige Commissie tussenbeide te komen, om ze op haar eerste begripsbepaling te doen terugkomen. Die aangelegenheid betreft niet het Akkoord doch de toepassing ervan.

* *

VIII. — De Conferentie van Parijs heeft een zeker aantal resoluties aangenomen omtrent onderwerpen, die in het Akkoord niet konden opgenomen worden, vermits zij te Yalta en te Potsdam niet aangeraakt werden, en de U.S.S.R. te Parijs niet vertegenwoordigd was. Men nam dus zijn toevlucht tot resoluties.

Een er van betreft de teruggave van identificeerbare voorwerpen, onder meer van goederen met een artistiek, historisch, wetenschappelijk of godsdienstig karakter.

Zoals de memorie van toelichting bij het wetsontwerp aangeeft (blz. 3 *in medio*), heeft de Geallieerde Contrôleraad die resolutie aangenomen. Zij maakt dus feitelijk deel uit van de tekst van het Verdrag.

Die resolutie voorziet zelfs in de vervanging van de vernielde kunstvoorwerpen door in Duitsland weg te nemen gelijkwaardige goederen.

De teruggave en vervanging geschieden dus buiten de herstelvergoedingen.

Die kwestie is het onderwerp geweest van belangrijke besprekingen in de Kamer, waar de bevoegde stemmen van graaf Carton de Wiart en van de h. Piérard zich hebben laten horen. Het moge volstaan er naar te verwijzen. (Handelingen Kamer, vergadering van 23 Januari 1947, blz. 8 tot 10).

* *

BESLUIT.

De resultaten van de herstelvergoedingen zijn dus allergeringst.

Moeten wij daarom weigeren, het Akkoord van Parijs te bekrachtigen? Neen, want onze onderhandelaars konden waarlijk niet meer verkrijgen. Daarnaast valt ook op te merken, dat de resultaten eer voortvloeien uit de wijze waarop ze uitgevoerd wordt, waarop de « pool » gestijfd wordt, dan uit de bepalingen van de tekst zelf.

Celui-ci a été conclu entre 18 pays qui l'appliquent tous. Nous ne pouvons agir autrement.

Mais nous dirons notre profonde déception.

La carence actuelle repose en somme le problème des réparations presque dans son intégralité.

Nous devons user des réserves prévues. M. le Ministre des Affaires Etrangères disait à bon droit, lors des débats à la Chambre : « Il faut saisir toutes les occasions pour tâcher d'obtenir pour la Belgique des compensations autres que celles qui ont été accordées à Paris ». (*Annales Chambre*, 23 janvier 1947, page 13).

Que notre Gouvernement persévère, avec la plus grande fermeté, dans la voie où il s'est engagé par ses mémoires.

Qu'il fasse mieux, pour obtenir des compensations effectives. Il peut invoquer la modération de notre demande, le mauvais rendement du système actuel, l'impérieuse nécessité de reconstruire le pays et la peine que nous avons à panser certaines plaies béantes de la guerre.

Qu'il exige d'être entendu. La procédure suivie jusqu'aujourd'hui n'a certes pas été couronnée de succès. Peut-être une audience plus attentive des petits pays serait-elle de nature à faciliter les solutions.

C'est en tous cas notre vœu.

* *

Le projet de loi a été adopté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé par 8 voix contre 1.

Le rapporteur,
H. MOREAU DE MELEN.

Le Président,
R. GILLON,

Deze is afgesloten onder 18 landen, die hem alle toepassen. Wij kunnen niet anders dan hem ook toepassen.

Maar we spreken onze diepe ontgoocheling uit.

Door de tegenwoordige tekortkomingen moet het herstellvraagstuk per slot van rekening weer bijna geheel opnieuw behandeld worden.

Wij moeten van de gestelde voorbehouden gebruik maken. De h. Minister van Buitenlandse Zaken zeide in de loop van de besprekingen in de Kamer terecht, dat alle gelegenheden moeten aangegrepen worden om voor België nog andere compensaties te verkrijgen dan te Parijs reeds werden verleend. (*Handelingen Kamer*, 23 Januari 1947, blz. 13.)

Moge onze Regering met de grootste vastberadenheid voortgaan op de weg, die zij met haar memories heeft ingeslagen.

Moge zij nog beter werken, om echte compensaties te verkrijgen. Zij kan zich beroepen op de matigheid van onze eisen, op het slechte rendement van de bestaande regeling, op de dwingende noodzakelijkheid van 's lands wederopbouw en op de moeite, die wij hebben om sommige wonden van de oorlog te helen.

Moge zij eisen, dat haar stem gehoord wordt. De tot nu gevolgde procedure is zeker niet met succes bekroond. Wellicht zou een aandachtiger luisteren naar de kleine landen de oplossingen vergemakkelijken.

In elk geval, dit wensen wij.

* *

Het wetsontwerp is met 7 tegen 1 stem aangenomen; één lid onthield zich.

Dit verslag is met 8 tegen 1 stem goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. MOREAU DE MELEN.

De Voorzitter,
R. GILLON.